Le Temps

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

I. Le Temps. 1898-05-18.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter **utilisation.commerciale@bnf.fr**.

NOTES SUR L'ITALIE

(De notre correspondant spécial)

Milan, 14 mai.

HISTOIRE D'UNE ÉMEUTE

Aux lecteurs bienveillants qui, l'an dernier, suivaient avec quelque sympathie mes *Notes sur l'Italie*, je demande aujourd'hui la permission de reprendre ce titre. Sous ce pavillon, ils trouveront, comme autrefois, de tout un peu; mais, quand on est journaliste, l'anarchie des impressions de voyage n'empêche pas l'*actualité* de rester souveraine...

Or, Milan sort à peine d'une très vive alarme. La vie a repris, ou peu s'en faut, son cours normal, après quatre jours d'émeutes sanglantes. Aux yeux des gens qui passent, il semble que rien n'a troublé le rite monotone des habitudes milanaises. Il y a, vers six heures, autant de monde aux galeries Victor-Emmanuel. Les gens qu'on a tués aux barricades ne venaient pas flâner, à l'heure tiède, du côté de la place du Dôme. S'ils laissent des vides quelque part, c'est dans des galetas où personne ne s'aventure. Les oisifs peuvent se compter. Tout le monde est à l'appel. Peut-être même on remarquerait un peu plus d'animation et un peu plus de couleur dans les groupes, à cause des uniformes militaires plus nombreux.

Le soir, cependant, entre onze heures et minuit, il y a comme un mouvement insolite dans les rues du centre. C'est quelque chose d'analogue à la rentrée d'une foule de grands collégiens ou de soldats en congé. Nous sommes sous le régime de l'état de siège. Nous avons la permission de minuit. Rentrons. Il faut être sages...

Mais les gens qui se promenaient, à six heures, dans les passages vitrés, devant les boutiques, et les gens qui regagnent leur logis à la minute fixée par le général en chef, tous, et ceux qui sont restés chez eux, et ceux qui veillent et ceux qui dorment, tous ne parlent et ne rêvent que d'un seul sujet: l'émeute qui leur a fait si grand'peur et dont ils frissonnent encore.

Ce qu'ils disent, je l'ai écouté; ce qu'ils rêvent, j'ai essayé de le surprendre. Il n'est pas facile de tout savoir et de tout contrôler. Quinze journaux ont été « suspendus », dès le second jour de l'émeute. Leurs directeurs et rédacteurs principaux sont en prison. L'an dernier, à pareille époque, je pouvais, sur le mouvement d'opposition radicale en Italie, interroger M. Romussi, directeur du *Secolo* : il est en prison. Sur le mouvement ouvrier, j'avais une conversation fort intéressante avec le député Turati, chef véritable du parti socialiste, et avec sa compagne, une Russe, Mme Anna Kulizciof, qui me disait son mépris pour la société bourgeoise, d'une voix tranquille et douce, en fumant une cigarette blonde : tous deux sont en prison. Avant le congrès républicain de Bologne, M. Gustava Chiesi, directeur de l'*Italia del popolo*, me donnait, ici même, de curieux détails sur les comités de son parti, leurs espérances électorales, leur organisation de propagande : il est en prison, lui aussi.

Trouverai-je à son poste le champion du parti clérical, don Davide Albertorio, un vrai prêtre de la Ligue, une sorte de colosse gras qui me reçut aux bureaux de l'*Osservatore cattolico*, en un quartier lointain et discret, dans une imprimerie qui ressemblait à un vieux couvent? Je n'oublierai jamais cette entrevue, ni cette salle de travail où don Davide, herculéen et bonhomme, fumant de longs cigares et noircissant des feuilles de papier sans quitter la conversation, me prédisait toutes sortes de catastrophes pour l'*Italie moderne*, si elle s'obstinait dans les voies de l'erreur. Je savais l'histoire et les histoires de don Davide, ses démêlés avec l'ancien archevêque de Milan, sa rentrée en *grâce*, son procès épique contre un journal très répandu du parti conservateur modéré; j'évoquais tous ces souvenirs en l'écoutant parler. Ce que je connaissais de lui complétait ou rectifiait ce qu'il voulait bien me raconter. Le *type* de ce singulier personnage s'achevait à mes yeux dans son dessin précis et définitif... Mais je dois renoncer cette année, paraît-il, à retrouver cet excellent don Davide. Son journal a cessé de paraître, comme le *Secolo*, comme l'*Italia del popolo*, comme la *Critica sociale*. Lui-même s'est effondré, provisoirement. Il reviendra; du moins, je l'espère : car il me manquerait quelque chose, à Milan, si don Davide n'y était plus...

Tant de gens étant en prison ou terrés, il n'est pas très commode (j'y reviens) de savoir toute la vérité sur les quatre jours de l'émeute milanaise. Les journaux étrangers ont été inondés de fausses nouvelles, surtout les journaux anglais. On a parlé de 1,500 morts. Les fusils vetterly et les canons à mitraille n'ont pas fait tant de merveilles. Ce chiffre ne doit donc pas être accepté. Je n'admets pas davantage, comme strictement juste, les chiffres donnés dans les documents officiels. Tout cela est sujet à caution. Mais la presse étrangère a au moins une excuse : c'est la censure des télégrammes. Du reste, les journaux de Rome ont été aussi mal informés que les feuilles du dehors. A Rome, on n'a pas connu mieux la vérité qu'à Paris, à Berlin ou à Londres.

Il y a trois points à considérer : 1° les faits de l'émeute; 2° les causes (économiques ou politiques, question du pain, etc...); 3° les responsabilités (hypothèse d'un complot républicain ou socialiste).

D'abord, les faits :

Ce n'est pas à Milan que les désordres ont commencé en Italie. Il y eut des troubles à Bari, dès le 27 avril, à cause du pain. Bari est dans le Sud. C'est au talon que la botte italienne est le plus vulnérable à la faim. Le mal d'insurrection eut vite fait de gagner les parties hautes.

A Milan, les premiers incidents se sont produits dans l'après-midi du vendredi 6 mai. Mais il faut, d'abord, raconter ce qui s'était passé dans Pavie, les jours précédents. Pavie est la banlieue de Milan. L'une est la ville d'université, l'autre est la ville d'industrie et de commerce. C'est Aix et Marseille. On va de Milan à Pavie par le chemin de fer ou par le tramway à vapeur. Beaucoup d'étudiants suivent, au moins deux fois par jour, cette route pittoresque et si courte.

Le 2 mai, à Pavie, le pain montait à 46 et 48 centimes le kilogramme. Le conseil communal décida que le budget de la ville supporterait la charge des droits de douane sur les grains et les farines. Puis des négociations furent ouvertes avec les boulangers qui, délivrés du poids de l'impôt, consentirent à diminuer le prix du pain; la première qualité, de 48 à 42 centimes; la seconde qualité, de 38 à 34 centimes; la troisième qualité de 32 à 28. C'est le jeudi matin, 5 mai, que cette taxe fut adoptée. Le même jour, à midi, une foule de manifestants envahissait la place du Municipe. Il y avait là beaucoup de femmes et d'enfants; et c'est une commission de huit femmes qui fut déléguée vers la municipalité. On rendit compte à cette délégation de ce qui venait d'être conclu avec les boulangers; mais les femmes ne furent pas satisfaites. Elles exigeaient : le pain à 30 centimes, un rabais sur le riz, du travail pour tous. Le syndic leur demanda de patienter et leur offrit de bonnes paroles. Elles revinrent alors vers la foule en criant qu'il n'y avait décidément rien à obtenir ni à espérer.

Sur la place, l'effervescence croissait. A deux heures, des soldats d'infanterie essayèrent en vain de faire évacuer et circuler. A quatre heures, le préfet envoya un escadron d'artillerie avec un peloton de cavaliers. Toutes ces évolutions de troupes n'aboutirent à rien. Il y eut des bousculades et des cailloux lancés sur les soldats. Le soir, la foule, augmentée par les ouvriers qui revenaient du travail, s'énervait d'heure en heure, et les manifestants s'enhardissaient dans l'obscurité commençante. La cavalerie reçut quelques pierres. On fit buter quelques chevaux contre des obstacles construits à la hâte. Vers dix heures, tout se gâtait. Après une nouvelle pluie de cailloux, la troupe fit feu. Un jeune ouvrier électricien tomba très grièvement blessé. Un jeune étudiant de vingt-trois ans fut tué : c'était Muzis Mussi, fils d'un riche bourgeois de Milan, député radicalisant et vice-président de la Chambre.

Ces faits furent connus à Milan, dans la nuit de jeudi et dans la matinée de vendredi.

Le vendredi, vers midi, à l'heure du repos des ouvriers, il y avait une grande animation autour de l'établissement Pirelli, où 2,400 ouvriers, dont 1,400 femmes, sont employés à la préparation des caoutchoucs. On parlait de « manifestations » projetées pour établir la solidarité des ouvriers de toute l'Italie dans la crise actuelle. La police voulut arrêter un distributeur de petits manifestes et pamphlets socialistes. Il y eut, à ce propos, conflit entre les agents et la foule. La police laissa libre le distributeur, mais elle arrêta d'abord trois individus pour injures, rébellion, jets de pierres. Un seul individu fut gardé : c'était un ouvrier de dix-neuf ans qu'on avait pris pierres en mains. La foule le réclama, lui aussi. M. Pirelli, pour calmer le tumulte, promit d'intervenir. Et, de fait, une conversation téléphonique s'engageait aussitôt entre M. Pirelli, la préfecture de Milan et la questure. M. Pirelli insistait. Le préfet (nouveau Pilate) dit qu'il s'en rapportait à la questure. Le questeur, qui n'aimait pas davantage les responsabilités, répondit qu'il ne pouvait prendre sur lui de relâcher un prisonnier, lequel s'avouait coupable d'avoir lancé des pierres sur la police. En conséquence, le questeur remettait sa capture aux mains de l'autorité judiciaire, qui, probablement, ne souhaitait pas cet embarrassant cadeau. C'est ainsi que, dans la soirée de vendredi, les *soutiens de la société* — les soutiens civils — se renvoyaient la balle et s'exerçaient aux résolutions viriles.

Or, un peu avant cinq heures, paraissent les députés socialistes Turati et Rondani. Ils disent quelques mots, puis ils vont chez le procureur royal. Ils réclament la mise en liberté du prisonnier, et ils l'obtiennent. Cette satisfaction que l'on refusait au patron Pirelli, on l'accorde aux députés socialistes. Tactique admirable de conservation sociale! N'allez pas croire surtout que ces choses-là ne se passent ainsi qu'en Italie!

A six heures, au moment de la sortie des ouvriers, il y avait grande foule autour des ateliers. Turati et Rondani annoncèrent le succès diplomatique qu'ils avaient, sans grand'peine, remporté sur la magistrature. Il est juste de dire que Turati exhortait la foule au calme. Voici textuellement ce qu'il disait : « Faisons l'économie de nouvelles victimes. L'heure sonnera. En ce jour qui est prochain, nous tous députés socialistes nous serons avec vous, à notre place. » Evidemment, on ne reconnaît pas, dans ce langage, un accent très conservateur; mais si Turati avait fait à ses auditeurs l'éloge de la société en ajoutant que tout allait au mieux et que rien n'était à changer, il est probable qu'il n'eût persuadé personne. C'est — comme disait Numa Roumestan, parlant de ses propres discours, et, sans doute aussi, de tous les discours politiques, — « une affaire de mise au point ».

Quoi qu'il en soit, Turati, à qui l'on avait laissé la gloire de délivrer un prisonnier, eut aussi le bénéfice d'annoncer au peuple que le conseil municipal venait de supprimer, le jour même, les taxes d'octroi sur les farines et les céréales. Tout le monde était libre. Tout le monde mangerait du pain à 34 centimes. Tout semblait fini. Il était environ six heures et demie.

Or, vers sept heures, les agents de police, qui avaient gardé toute la journée l'établissement Pirelli, rentraient à leur casernement, rue Torriani. Un attroupement de trois cents personnes les vit passer, les siffla, les accabla d'une quantité de pierres. Les agents eurent à peine le temps de s'enfermer dans la caserne. Ils voulurent tenter une sortie, mais ce fut impossible. Après trois quarts d'heure, la troupe vint les délivrer. Les assiégeants s'en prirent alors aux soldats. Un fantassin fut atteint au front par une pierre. L'ordre alors arriva de repousser la force par la force. Les coups de feu partirent. Deux hommes tombèrent morts : un ouvrier et un agent en bourgeois. Deux blessés restèrent sur la place, dans un état désespéré. Cinq ou six individus encore furent blessés, mais moins grièvement.

Une panique épouvantable s'était emparée de la foule qui se mit à fuir. Des rassemblements se reformèrent, un instant après, sur la place du Dôme, quand la poursuite des soldats et des agents eût cessé. Une averse vint à tomber, trop tard. Et, jusqu'à neuf heures et demie, il n'y eut plus rien que « le ciel qui pleurait », comme me disait, ce matin, si joliment, une fille du peuple.

A la nuit, les arrestations commencèrent. Le château reçut ses premiers hôtes.

Telle fut la première journée, la journée des escarmouches. Le lendemain est une journée de vraie bataille. Les « civils » s'effacent alors tout à fait, comme incapables d'autre chose que de parlementer avec les députés socialistes, ou d'aggraver les conflits par des maladresses. C'est dans la journée du samedi que l'autorité militaire assume tous les pouvoirs et que l'on donne la parole au canon à mitraille quand la voix des fusils paraît un peu trop grêle.

EUGÈNE LAUTIER.

AFFAIRES COLONIALES

Boucle du Niger

Le *Newcastle Leader* publiait avant-hier une dépêche de Londres, portant qu'au dîner des officiers de la brigade d'infanterie métropolitaine, vendredi dernier, le duc de Cambridge, cousin de la reine Victoria, ancien généralissime de l'armée britannique, avait informé confidentiellement certains convives de ce qui suit:

Le gouvernement de la reine a donné à la France un mois pour évacuer Boussa. A défaut de quoi les relations diplomatiques entre les deux pays seront suspendues.

Le *Manchester Courier* reproduisait cette histoire presque dans les mêmes termes : le duc de Cambridge, selon lui, aurait fait circuler parmi les officiers avec lesquels il dînait une note manuscrite portant que la France avait reçu l'avis péremptoire de rétrograder au delà de la ligne Say-Barroua.

Un télégramme adressé par le duc de Cambridge lui-même à la *Gazette de Saint-James* dément catégoriquement ces racontars : le duc affirme n'avoir fait aucune espèce d'allusion au différend franco-anglais.

Ce n'est pas, d'ailleurs, le premier canard qui prend son vol des bords du Niger. Au moment où M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, obtenait de l'Angleterre renonciation au traité perpétuel jadis signé par elle avec la régence de Tunis, n'a-t-on pas fait courir le bruit que notre diplomatie avait payé cette concession de la promesse formelle d'abandonner nos droits sur Boussa?

Tonkin

Le consul de France à Long-Tchéou (Kouang-Si) a adressé aux commerçants l'avis que les autorités de cette ville ont projeté de mettre en adjudication les travaux d'installation du port fluvial sur le Song-Ki-Kong et ceux d'une distribution d'eau dans l'ancienne et la nouvelle ville. Les maisons françaises pourront seules concourir.

Long-Tchéou est destiné à devenir une des stations de la ligne ferrée tonkinoise, dont la France a obtenu récemment le prolongement en Chine. Le Song-Ki-Kong, qui arrose cette ville, vient du Tonkin, où, sous ce nom, il longe la frontière à peu près exactement du 105° au 104° méridien, et passe à Lang-Son. Il fait un coude brusque à Phu-Tranh-Dinh, court perpendiculairement à la frontière, et entre en Chine à Bi-Nhi. Il prend alors le nom de Nam-Co (rivière du sud) ou Tsao-Kiang (rivière de gauche), qu'il garde jusqu'à sa réunion avec le Yon-Kiang (rivière de droite) devant Nan-Ning fou, où tous deux forment le Si-Kiang.

Ajoutons qu'entre Bi-Nhi et Long-Tchéou vient finir le Song-Bang-Grang la rivière de Cao-Bang.

La récente ouverture du Si-Kiang à la navigation étrangère rend particulièrement intéressant pour nous ce projet de création d'un port fluvial à Long-Tchéou, dont la position topographique fait une étape nécessaire du trafic que nous nous efforçons d'attirer du Kouang-Si au Tonkin.

Nouvelle-Calédonie

Nous avons reproduit sous toutes réserves une dépêche annonçant que le conseil général de cette colonie avait refusé un prêt de 300,000 francs qui lui était offert par la métropole.

Nous avons sous les yeux la dépêche du président de cette assemblée qui confirme le fait en ajoutant que ce prêt n'avait jamais été sollicité et n'était pas justifié.

NOUVELLES DE L'ETRANGER

L'entente entre la Russie et l'Autriche

La *Gazette de Francfort* vient de faire une publication à sensation en révélant l'existence d'un traité secret qui aurait été conclu au mois d'avril 1897 entre la Russie et l'Autriche. Ce traité serait valable pour cinq ans et expirerait le 1er mai 1902; il serait renouvelable pour trois ans, s'il n'était pas dénoncé six mois avant son expiration. Enfin il serait signé par les empereurs de Russie et d'Autriche et contresigné par le comte Mouravief et le comte Goluchowski.

Voici, en résumé, quelle serait, toujours d'après la *Gazette de Francfort*, la teneur du traité :

Le but principal du traité est de maintenir la paix et le *statu quo* dans la péninsule des Balkans. Pour cela, la péninsule a été divisée en deux sphères d'influence, chacune d'elle étant à son tour subdivisée en sphère de pleine influence et en sphère d'influence restreinte.

La sphère de pleine influence de l'Autriche-Hongrie comprend la Serbie; la sphère d'influence restreinte comprend la Macédoine jusqu'à la ligne de Salonique à Vrania, Salonique et l'Albanie, sauf quelques districts avoisinant le Montenegro.

La sphère de pleine influence de la Russie comprend la Bulgarie; la sphère d'influence restreinte comprend le reste de la Turquie d'Europe située à l'est de la sphère d'influence restreinte de l'Autriche-Hongrie.

Les contractants s'engagent à empêcher toute agitation belliqueuse en Bulgarie et en Serbie, et, si cela est nécessaire, à intervenir, soit isolément, soit en commun, dans leurs sphères d'influence.

Si une intervention pacifique en Bulgarie et en Serbie ne donnait pas de résultats, l'Etat, dans la sphère de plein intérêt duquel se trouvent les fomentateurs de troubles, a le droit d'intervenir militairement à ses frais et dépens.

La *Gazette de Francfort* ajoute que ce traité a été communiqué à l'Allemagne, mais qu'on n'a pas donné connaissance à l'Italie du passage concernant l'Albanie.

Cette révélation de la *Gazette de Francfort* a produit un grand étonnement à Vienne. L'officieux *Fremdenblatt*, l'organe autorisé du ministère des affaires étrangères, a inséré immédiatement un communiqué déclarant que l'existence du traité était « une pure fiction ».

Les autres journaux de Vienne et de Budapest affirment également qu'il n'existe aucun traité de ce genre entre la Russie et l'Autriche, mais qu'il y a une entente verbale entre les deux souverains pour le maintien de la paix sur la base du *statu quo* dans les Balkans.

Alsace-Lorraine

L'empereur Guillaume a quitté hier matin Strasbourg pour visiter le réservoir de Sewen (près d'Alfeld), qui fournit de l'eau aux usines de la vallée de Massevaux. Sans s'arrêter à Colmar et sans pousser jusqu'à Mulhouse, le train impérial s'est arrêté à Lutterbach pour prendre l'embranchement de Massevaux. De là des voitures ont conduit le souverain et sa suite au lac de Sewen et au gigantesque réservoir de l'Alfeld. La visite a duré environ une heure. Avant de rentrer à Strasbourg, l'empereur s'est arrêté à Mutzig pour inspecter les forts qu'on y a établis pour défendre la vallée de la Bruche.

Angleterre

Le scandale causé dans toute l'Europe par le discours de M. Joseph Chamberlain a eu hier un écho dans la Chambre des communes. Un membre de cette assemblée ayant demandé au gouvernement de fixer un jour pour la discussion du budget des affaires étrangères — ce qui est une façon d'annoncer que l'on désire interpeller le gouvernement sur sa politique extérieure — sir Charles Dilke a déclaré qu'il saisirait cette occasion de démontrer que le cabinet Salisbury a fait preuve de la plus grande incompétence dans toutes les questions étrangères. Sir William Harcourt, leader de l'opposition libérale, interrompant alors, a fait allusion en ces termes au discours Chamberlain :

Nous avons une nouvelle politique étrangère; je pense que la Chambre et le pays désirent discuter la politique étrangère de Birmingham.

Sur quoi l'opposition a longuement applaudi, tandis que les libéraux-unionnistes et quelques conservateurs protestaient.

M. Arthur-James Balfour, leader ministériel de la Chambre, a mis fin à cette petite manifestation en déclarant qu'il était inopportun de fixer dès maintenant un jour pour la discussion du budget des affaires étrangères qui n'aura lieu qu'après les fêtes de la Pentecôte.

Dans les cercles mêmes du gouvernement on est, paraît-il, fort préoccupé de l'effet désastreux du discours de Birmingham et l'on commence, nonobstant le plaidoyer du *Times*, à trouver qu'il n'était pas absolument indispensable à M. Chamberlain d'outrager la Russie, s'il voulait simplement exposer l'utilité d'une alliance éventuelle de l'Angleterre et des Etats-Unis. Voici, en effet, ce que l'on mande de Londres au *Daily Messenger*, de Paris :

On assure que des dissensions profondes se sont produites dans le cabinet britannique, à raison de la politique étrangère de M. Chamberlain. Son discours a été très froidement accueilli par plusieurs leaders du parti ministériel.

⁂ Les représentants des différentes sections de mineurs syndiqués dans la principauté de Galles et le comté de Montmouth ont enfin pris une décision qui permet d'espérer la fin de la grève : ils se sont mis d'accord, à une faible majorité, pour donner pleins pouvoirs au comité qui a charge de négocier avec les patrons, de manière que ce comité aura les mains libres et pourra proposer ou accepter telles conditions qu'il jugera favorables ou opportunes, sans en référer chaque fois à ses commettants.

⁂ Voici le bulletin de santé rédigé hier matin à Hawarden castle :

M. Gladstone a eu quelques heures d'un sommeil léger et réconfortant, qui paraît lui avoir rendu quelques forces. Il n'éprouve ni douleur ni angoisse.

A partir de ce jour, et vu la gravité de l'état du malade, on publiera à Hawarden deux bulletins quotidiens. Au point de vue de son affection locale — c'est, nous l'avons dit, une nécrose de l'os nasal — M. Gladstone pourrait vivre encore trois semaines, d'après les évaluations des médecins. Mais la faiblesse de son cœur et l'irrégularité de sa circulation fait craindre une solution plus rapprochée et tout à fait soudaine.

La *Post*, de Birmingham, apprend que la reine Victoria a adressé une lettre autographe au vieil homme d'Etat pour lui exprimer sa reconnaissance personnelle des services qu'il rendit au Royaume-Uni durant une longue et illustre carrière. De son côté, la princesse de Galles a envoyé à Hawarden un message télégraphique qui se termine par ces mots : « Je prie pour vous. »

Italie

La *Perseveranza* publie la liste nominale des morts dans l'émeute de Milan. Le nombre des morts est de 80 dont 2 militaires et 78 civils, parmi lesquels 10 femmes.

⁂ La questure de la Chambre des députés a reçu mandat d'arrêt délivré contre M. Pescetti, qui est toujours réfugié dans le palais de Montecitorio. Le bureau et le président de la Chambre vont se réunir pour examiner le cas du député socialiste.

⁂ Hier a paru à Rome le premier numéro de l'*Homme de paille*, journal humoristique illustré. La feuille aussitôt parue a été saisie et le directeur du journal arrêté.

Portugal

Cinq navires de guerre anglais sont arrivés à Lisbonne pour assister aux fêtes de Vasco de Gama. Le sixième navire anglais, la *Résolution*, ayant coulé une barque ce matin de bonne heure, est resté sur le lieu de l'accident, mais il ne tardera pas à arriver à Lisbonne.

Chine

Une dépêche de Pékin nous apporte les détails suivants sur l'entrevue qu'a eue dimanche, au palais d'Eté, le prince Henri de Prusse, frère de Guillaume II, avec le Fils du Ciel :

Le prince allemand et sa suite se sont rendus au palais, montés sur des poneys. Ils s'étaient mis en route de très bonne heure avec une petite escorte d'infanterie de marine, également à cheval. Le reste de l'infanterie de marine suivait à pied.

Le prince et sa suite, arrivés au palais, ont changé de vêtements et ont pris un déjeuner froid. Puis le prince, accompagné du ministre d'Allemagne, le baron de Heyking et d'un interprète, est allé faire visite à l'impératrice douairière et ex-régente, qui lui a posé un nombre considérable de questions, sans paraître embarrassée le moins du monde.

L'empereur Kouangsu a ensuite reçu le prince et toute sa suite dans la grande salle d'audience.

Le Fils du Ciel semblait très inquiet, et ses mains tremblaient. Il a échangé une poignée de main avec le prince, qui lui a offert en cadeau de magnifiques vases en porcelaine de Berlin.

Après un court échange de compliments, l'empereur est allé jusqu'à l'entrée de la salle où se trouvait rangée le détachement d'infanterie de marine; il a eu un léger sursaut en entendant le roulement des tambours.

Le prince et sa suite ont alors quitté l'empereur pour prendre place à bord de chaloupes électriques et à vapeur sur lesquelles ils ont visité les points intéressants du lac; le prince Ching, vice-président des archives, les guidait. Il leur a fait admirer de splendides bronzes et d'autres objets d'art magnifiques. Le cortège est ensuite retourné à la salle d'audience, où l'empereur, rendant au prince Henri sa visite, lui fit apporter comme cadeaux de très beaux vases de jade cloisonné et deux éventails peints par l'impératrice douairière elle-même. Puis le prince a été conduit par l'empereur dans une salle voisine, n'ayant avec lui que son interprète; il a eu une longue conversation avec Sa Majesté. Quand le prince et l'empreur revinrent dans la salle d'audience, Sa Majesté paraît satisfaite.

Le prince et sa suite sont retournés, après la cérémonie, à Pékin, à dos de poney. Le prince a assisté, dans la soirée, au dîner de gala donné en son honneur par la légation anglaise.

⁂ De Pékin également on mande au *Times* :

Un contrat a été signé à Shanghaï entre l'inspecteur général des chemins de fer chinois et le représentant d'un syndicat anglais pour un emprunt qui serait consacré à la construction d'un chemin de fer reliant Nankin, Shanghaï, Hang-Tchéou, etc.

Ce contrat a été officiellement confirmé hier (lundi) par le Tsong-li-yamen.

Le nouveau chemin de fer ouvrira d'un seul coup au commerce britannique la partie la plus riche de la vallée du Yang-Tsé-Kiang.

REPORTAGE ANGLAIS

HISTOIRE D'UN DUCHÉ-PAIRIE

Nous avons annoncé la mort de Sa Grâce Amelius-William Aubrey de Vere-Beauclerk, duc de Saint-Albans, comte de Burford, baron Heddington, grand fauconnier héréditaire d'Angleterre, notaire héréditaire de la cour, dixième du nom et du titre. Le duché-pairie de Saint-Albans est un des plus anciens d'Angleterre, n'étant précédé que par le duché de Sommerset, créé en 1547, les duchés de Grafton et de Richmond, créés en 1675, et le duché de Beaufort, créé en 1682. Notre correspondant de Londres nous en rappelle l'origine dans les notes qui suivent :

Vers l'an 1664 trottait par les rues du Strand une fillette vagabonde et déjà compromise qui avait nom Nell Gwyn. A peine âgée de quatorze ans elle avait quitté sa mère qui tenait un petit commerce de laiterie dans Pipe Well lane, et son père, un ancien soldat, à la santé ruinée par l'alcool. Ces parents disparurent dans des circonstances obscures. Le père mourut en prison, la mère se noya dans la Tamise en face de Chelsea un soir qu'elle avait bu plus que de coutume. Nell Gwyn gagna péniblement sa vie en vendant des harengs le jour le long des trottoirs et des oranges le soir devant les théâtres. Les historiens s'accordent à penser qu'elle rencontra son premier amant vers l'âge de quinze ans et que cet amant s'appelait légion.

On n'est pas exactement fixé sur ses premières aventures. Elle débuta, croit-on, sur les planches du Royal-Theatre, vers 1666, dans une tragédie intitulée l'*Empereur des Indes*, après un stage de figurante et de coryphée. On perd ses traces pendant les quatre années qui suivirent, pour la retrouver en 1670 au Dorset-Gardens-Theatre où elle devait trouver à la fois le succès et la fortune.

Ce fut là qu'elle rencontra Charles II.

Ses contemporains semblent lui avoir accordé un réel talent, et l'art nous a conservé d'impérissables témoignages de sa beauté. Londres possède trois de ses portraits, l'un au Garrick club, le deuxième au musée d'Hampton court, le troisième à la National Gallery. Ce dernier est de Lely. Tous trois nous rendent l'image d'une créature admirablement belle, d'une ressemblance singulière avec la *Vénus* d'Antonin Mercié qui est au musée du Luxembourg, au masque intelligent, voluptueux et mobile, aux chairs éblouissantes, à la physionomie charmante. Puissante ou non comme comédienne, elle était la première femme qui parût sur un théâtre en Angleterre, les rôles de femme ayant été tenus avant elle par de jeunes hommes — exemple qui s'est conservé pour les représentations dramatiques données chaque année par les universités d'Oxford et de Cambridge. Son succès en fut d'autant plus vif.

Sa liaison avec Charles II eut le charme et produisit le scandale d'une improvisation galante. Le roi l'admire de sa loge, lui adresse un message par l'un de ses écuyers, obtient la faveur de souper chez elle, la reconduit dans son propre carrosse, soupe... et ne sort de chez la comédienne qu'après neuf heures du matin. Une foule énorme avait suivi le souverain chez l'actrice, une foule plus considérable encore l'attendait au matin devant la porte pour l'escorter jusqu'à son palais.

La population londonienne fêta ce nouvel amour dans l'espérance que l'influence de Nell Gwyn entraînerait la chute de la précédente maîtresse du roi, la duchesse de Portsmouth, qui était tristement impopulaire. Il y eut dès lors entre l'actrice et la grande dame une lutte publique dont Londres s'amusa et qui tourna à la confusion de la duchesse. Quand elle rencontrait sa rivale à la promenade, Nell n'hésitait jamais à ameuter contre elle la populace en lui débitant des aménités tirées de son ancien répertoire de harangère des rues. Mme de Portsmouth succomba. Elle dut quitter Londres sur l'ordre du roi.

Ce fut à ce moment que Charles II acheta au sommet de la colline d'Hampstead une vaste maison de campagne qui avait été construite vers la fin du siècle précédent pour lord Landerdale et qui, debout encore maintenant, porte toujours le nom de Landerdale house. Ce château, entouré jadis d'un vaste domaine aujourd'hui morcelé et comprenant les pelouses, les étangs, les jardins transformés en promenades publiques, tournait sa façade principale vers la vallée au nord de Londres, vers Finchley, Hendon et le Welsh-Harp. La chambre à coucher de Nell Gwyn prenait vue sur la capitale et était éclairée par trois fenêtres en ogive. Si jamais vous passez par là en excursion d'été, regardez la fenêtre du milieu, au premier étage. C'est là qu'a été créé le premier duc de Saint-Albans.

Nell Gwyn était bien la créature emportée, violente, séduisante infiniment qu'a raconté Mme de Sévigné. Elle avait donné deux fils au roi et souffrait de voir Charles se refuser à les reconnaître officiellement. Un matin, comme l'aîné, Charles, venait d'atteindre sa sixième année, elle somma le roi de le reconnaître et de lui donner un titre. Le roi haussa les épaules. Alors la comédienne ouvrit la fenêtre de sa chambre à coucher, saisit l'enfant, le tint suspendu dans le vide et cria à son amant :

— Vite, écrivez! Signez! Un nom à mon fils! Un titre à mon fils! ou je le laisse tomber et se briser la tête sur le pavé de la cour!

Charles II se précipita vers une écritoire et signa, tandis que Nell Gwyn tenait l'enfant toujours suspendu en dehors de la fenêtre, en se détournant pour observer si le roi lui obéissait. Le fils de la petite marchande d'oranges et de harengs fut créé séance tenante baron Heddington, comte de Burford et un peu plus tard duc de Saint-Albans — puisque le plus fort était fait. Le second enfant, James, fut également légitimé et titré.

Nell Gwyn mourut en 1697, des suites d'une attaque d'apoplexie. Elle ne savait ni lire ni écrire.

Silhouettes de musiciens

• CRITIQUES MUSICAUX D'AUJOURD'HUI

Il arrive parfois que les choses sérieuses, terribles même, ont des suites qui nous consolent, ou du moins nous divertissent. Ainsi *Fervaal* de M. Vincent d'Indy nous a valu une *Etude thématique et analytique de Fervaal*, par deux de nos plus sympathiques confrères : MM. Pierre de Bréville et Henry Gauthier-Villars. Cette cause, plutôt grave, a produit ce plaisant effet.

« Demandez le programme, l'explication de la pièce et de la musique, avec le nom des personnages et le numéro de tous les motifs! » — Oh! oui, demandez-le, spectateurs ingénus de *Fervaal*, si par bonheur on le crie dans la salle, demandez-le, ce programme réjouissant! Commentaire d'une œuvre qu'il nous donne pour *symbolique*, il est lui-même un symbole. Il représente et résume une nouvelle forme de la critique musicale, née de la musique nouvelle, et parfaitement appropriée, ou adéquate, à cette musique. Comme l'œuvre très considérable à laquelle elle s'applique ici, cette critique est d'origine allemande et wagnérienne. Elle a pénétré chez nous avec les chefs-d'œuvre de Wagner ou imités de Wagner. Les autres — s'il y en a d'autres — s'en passent, ou plutôt ne s'y prêteraient pas.

Dans l'exégèse de *Fervaal*, je négligerai ce qui touche au symbolisme et à la métaphysique. Sans discuter le « synthétisme un peu large » des personnages, j'accorde volontiers que Fervaal « incarne » l'Humanité, tandis que Guilhen représente le Prochain et Arfagard l'Obstacle ou l'*Erreur*. Que « de hautes questions, de graves problèmes apparaissent dans cette œuvre comme autant de soleils entourés de nuées », cela n'est pas impossible, et que « leurs rayons ne parviennent que tamisés, opalins, aux sens des auditeurs et des lecteurs », cela, pour le coup, est certain.

Mais le mérite principal et nouveau de cette critique n'est pas là. Je le trouve dans l'application des chiffres à l'esthétique des sons, dans l'interprétation et l'analyse purement arithmétique de la beauté. D'abord on définit les motifs et on leur donne des numéros : « I, thème principal de l'œuvre. Il représente les races supérieures, les dieux. Il symbolise en quelque sorte la prédestination. Son dérivé immédiat I *bis* s'applique plus spécialement à Fervaal, fils des dieux, héros prédestiné. » Nous disons I *bis* et non pas II, parce que I *bis* dérive en effet de I plutôt qu'il n'en diffère, un peu comme l'adjectif dérive du substantif, ou la qualité de l'être. Continuons : « II, grâce impérative et plus spécialement Guilhen. III, l'enseignement druidique et spécialement Arfagard. VI, l'amour. VIII, la mission. XII, la patrie. XIII, l'affection. XIV, la joie. XXI, la mort. XXIV, Belen. XXVI, quintes accompagnant les grands cataclysmes de la nature. » Total : vingt-sept motifs, généralement courts. Un peu plus longs quand ils s'additionnent ou se multiplient entre eux, et qu'avec les numéros on donne aussi les correspondances. Ainsi le V (premiers troubles, premières angoisses de l'amour) est de huit mesures; mais il en faut déduire la fin de la sixième et le début de la septième mesure, qui ne sont qu'un rappel du IV et du IV *bis*, et pareillement la seconde moitié de IX peut et même doit être assimilée à I *bis*.

A la distribution des numéros je préfère encore le récit, par les numéros toujours, et l'analyse chiffrée du drame et de la partition. Alors toute cette arithmétique s'anime et devient vivante. Alors nous voyons, nous entendons réellement IX aux prises avec XVI. Ici Fervaal « songe à sa mission (VIII), à cette mission sacrée dont l'accomplissement lui donnera la joie (XIV au violoncelle-solo sur des accords des bois) ». Et voici d'autres exemples, dans le style direct, de l'éloquence des chiffres : « Réjouis-toi, mon fils (I); c'est toi l'élu, le sauveur de ta patrie (XII) et de ta race (I). » Partout dans le cours d'une telle étude, s'accomplit la parole sacrée : « *Omnia in numero disposuisti.* Vous avez tout disposé avec nombre ». Partout, même dans les conjonctures où d'ordinaire on calcule le moins. Guilhen étreint Fervaal, « elle l'enlace en des caresses (V *bis*) », et quand Fervaal enfin s'est arraché — trop tard pour sa vertu — des bras de l'enchanteresse, « l'orchestre célèbre cette victoire, tardive, du devoir sur la passion par une reprise du I, mais — on comprend pourquoi — un peu diminué, en mineur ».

Telle est cette méthode, dont l'usage et les résultats font penser en même temps au jeu de loto, à la table des logarithmes, au catalogue d'un grand magasin et au spectacle d'un vestiaire. D'un vestiaire surtout, et c'est bien au spirituel confrère qui signe l' « Ouvreuse » qu'il appartenait de pratiquer l'un des premiers en France la critique musicale par numéros.

Critique scientifique, mathématique, et qui nous donne toutes les garanties, toutes les certitudes de la science. Critique impersonnelle, idéale; critique purement objective, et que son objectivité même élève au-dessus des variations de notre goût et protège contre les caprices de notre humeur; critique non plus de sentiment, mais de raison; non plus d'instinct, mais de calcul, et qui prouverait au besoin, fût-ce par neuf, la justesse de ses opérations.

Renan, cité par M. Jules Lemaître, écrivait un jour : « Cet univers est un spectacle que Dieu se donne à lui-même; servons les intentions du grand chorège en contribuant à rendre le spectacle aussi brillant, aussi varié que possible. » Et M. Lemaître ajoutait : « Il faut rendre cette justice à l'auteur de la *Vie de Jésus*, qu'il les sert joliment, les intentions du grand chorège. » Toutes proportions gardées, et rien que dans le spectacle, parfois la comédie, qu'est l'univers musical, quelques-uns de nous sont aussi d'étonnants « compères ». Ils ne le sont pas comme Renan, avec ironie; avec un sérieux, au contraire, qui les fait plus agréables encore. En vérité, la musique est souvent ennuyeuse aujourd'hui; mais elle le serait bien davantage si la critique musicale n'existait pas.

CAMILLE BELLAIGUE.

AFFAIRES MILITAIRES

ARMÉE

L'inspection de la gendarmerie du gouvernement de Paris. — Le général de division Mourlan, président du comité technique de la gendarmerie et inspecteur de cette arme dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, vient d'inaugurer un nouveau système d'inspection, qui a produit le meilleur effet auprès des intéressés et que l'on souhaite de voir suivi partout où cela est possible.

Le général Mourlan se transporte à l'improviste dans les brigades comme un simple commandant d'arrondissement, voit les choses de très près et peut, dans de telles visites inopinées, se rendre un compte exact de ce qui se passe. Il est peu probable qu'il ait le temps de surprendre ainsi les 195 brigades que comportent les deux départements dont il a l'inspection, ce serait un peu long; mais il a, paraît-il, l'intention de tomber subitement dans bon nombre d'entre elles.

Il est d'usage dans la gendarmerie, pour les inspections générales, de réunir au chef-lieu toutes les brigades d'un même arrondissement et de les présenter à l'inspecteur qui a prévenu de son passage longtemps à l'avance. Mais il n'a jamais été question de visites inopinées dans les brigades à cette occasion.

Le général de brigade de la Noë, sous-chef d'état-major général de l'armée, est placé dans la 2e section (réserve) du cadre de l'état-major général de l'armée.

— Cent vingt-cinq vétérinaires seront appelés cette année pour une période d'instruction et seront répartis entre les différents corps d'armée.

Ces vétérinaires seront convoqués dans les régiments de cavalerie ou d'artillerie auxquels ils sont affectés. Seront également convoqués dans les régiments de cavalerie ou d'artillerie, les vétérinaires de réserve affectés aux escadrons du train ou aux régiments du génie.

MARINE

On a bien souvent remarqué qu'en raison du rôle important joué à bord d'un navire par les chaudières à vapeur les avaries qui les concernaient tenaient toujours la plus grande place dans les préoccupations de la marine, et naturellement aussi du public. Cette situation est bien connue de tous ceux qui s'intéressent aux questions maritimes; aussi est-ce une raison pour constater avec plaisir la facilité avec laquelle ont été menés, ces derniers temps, à bonne fin les essais de plusieurs nouveaux navires.

Le *Catinat*, croiseur de 9,000 chevaux, a commencé ses essais à la mer le 15 mars et les a terminés, le 16 avril dernier, par son essai de vingt-quatre heures. Le *Galilée*, croiseur de 6,600 chevaux, a effectué sa série d'essais à la mer en moins d'un mois. Le *Lavoisier*, croiseur de 6,600 chevaux aussi, a entrepris ses essais à la mer le 16 mars dernier et les a terminés le 30 du même mois.

Si l'on tient compte des circonstances de mer, des essais d'autres bâtiments qui s'effectuaient en même temps, on voit avec quelle rapidité ces bâtiments, qui sont munis de générateurs Belleville, ont subi les épreuves imposées par la marine.

Départ du d'Estaing. — Le départ du croiseur d'*Estaing*, désigné pour faire partie de l'escadre de l'Atlantique, a été retardé par suite d'une avarie survenue dans le tuyautage de sa machine. Cette avarie réparée, le d'*Estaing* a pu faire route hier après midi de Brest pour sa destination.

Sont promus : capitaine de vaisseau, le capitaine de frégate de Faubournet de Montferrand; capitaine de frégate, le lieutenant de vaisseau Ytier.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Elections législatives

SEINE-PARIS. — *6e arrondissement (1re circonscription).* — A la réunion publique tenue hier soir à l'école de la rue du Pont-de-Lodi, par le lieutenant-colonel Monteil, il a été donné lecture de la lettre suivante :

Afin qu'il ne puisse pas y avoir la moindre équivoque, je tiens à déclarer publiquement que j'ai entendu, en présentant ma candidature, affirmer, sur un programme très net, une politique républicaine nouvelle.

Près de deux mille électeurs m'ont, par leurs votes, répondu qu'ils avaient compris.

Il y a là un groupement naissant de forces et d'espérances, qu'il est de mon devoir de ne pas laisser se disperser, mais de garder, au contraire, unies pour un avenir dès maintenant préparé.

Aucun des candidats qui restent au second tour ne représentant cette politique, je n'ai à prendre position en faveur d'aucun d'eux; et aucun d'eux n'a le droit de se prévaloir de mon désistement.

CHARLES BENOIST.

M. Charles Benoist, candidat républicain, se retire donc purement et simplement.

AISNE. — M. Touron, républicain, candidat dans la 1re circonscription de Saint-Quentin, retire sa candidature.

AUBE. — *Bar-sur-Seine.* — M. Sainton, républicain modéré, qui avait obtenu au scrutin du 8 mai 1,310 voix, se désiste. Le programme de ce candidat et celui de M. Guyard, qui arrive en tête avec 4,872 voix, sont l'expression de la même politique : politique républicaine, libérale, d'ordre et de progrès, en même temps que de résistance au socialisme.

Bien que ce désistement soit pur et simple, nul doute que les voix obtenues au premier tour par M. Sainton se reporteront sur M. Guyard, rendront plus éclatant son succès dès maintenant assuré et plus significatif l'échec du collectiviste révolutionnaire, M. Baudouin.

CALVADOS. — M. Hervieu, candidat républicain dans la 1re circonscription de Caen, se désiste en faveur de M. Delarbre, rallié. M. G. Lebret, député sortant, républicain, avait obtenu 4,619 voix, M. Delarbre 4,165 et M. Hervieu 1,855.

COTE-D'OR. — M. Montenot, candidat agricole, monarchiste, dans l'arrondissement de Châtillon-sur-Seine, retire sa candidature. Restent en présence M. Arthur Leroy, député sortant républicain, et M. Daussot, vétérinaire, socialiste.

CREUSE. — M. Lacôte, député sortant de l'arrondissement de Guéret, qui ne forme plus aujourd'hui qu'une circonscription, retire sa candidature en engageant ses électeurs « à reporter leurs voix sur celui des candidats dont le programme se rapproche le plus du sien ». Au premier tour, M. Defumade, également député sortant, radical, avait eu 8,080 voix; M. Berton, agriculteur, radical socialiste, 7,185, et le docteur Lacôte 3,945.

EURE. — Le docteur Gros-Fillay, conseiller général, maire de Nonancourt, conseiller général radical dans la 2e circonscription d'Evreux, qui avait obtenu 2,781 voix, se retire purement et simplement. Les candidats restant sont MM. Modeste-Leroy, député sortant, républicain, qui a eu 5,863 voix, et Olry, ancien député monarchiste, qui en a eu 4,062.

GERS. — L'agence Havas nous communique la dépêche suivante de Mirande :

Contrairement à ce qui a été publié par quelques journaux, M. Laudet se désiste purement et simplement.

Voici quels sont les termes de son désistement :

« Je remercie les 4,000 électeurs qui m'ont accordé leurs suffrages et ont voulu faire triompher la République libérale dans l'arrondissement de Mirande.

» Je me retire de la lutte avec le ferme espoir que l'avenir donnera la victoire à notre cause.

» FERNAND LAUDET. »

GIRONDE. — Dans la 2e circonscription de Libourne, M. Durand-Degrange, candidat radical, déclare renoncer à la lutte, bien que M. Cachin se soit désisté en sa faveur. Il ne reste donc plus en présence sérieusement que M. Brisson, royaliste, et le député républicain sortant, M. Surchamp. La victoire de ce dernier est dès lors assurée.

LOIRE-INFÉRIEURE. — M. Escuyer, candidat socialiste dans la première circonscription de Nantes, vient de se désister. M. Roch, député sortant, reste donc seul candidat.

LOIRET. — M. Despond, avocat, candidat républicain dans l'arrondissement de Gien, qui a obtenu 3,423 voix au premier tour, se retire en laissant à chacun « le soin d'agir le 22 mai, suivant les inspirations de sa conscience ». Restent en présence MM. Alasseur, député sortant, radical, et Merry, conseiller général, socialiste.

NORD. — Hier soir, M. Mesureur, député de Paris, a fait à Bercq-en-Mareuil (8e circonscription de Lille) une conférence en faveur de la candidature de M. Dron, député sortant, radical, dont le concurrent est M. Mazurel, républicain.

Dans la 2e circonscription de Lille, M. Werquin, radical, qui a obtenu 2,400 voix, se désiste en demandant aux électeurs « d'assurer la défaite du ministère Méline et de la réaction ». Il ne reste en présence que M. Loyer, rallié, député sortant, qui a obtenu 9,214 voix, et M. Ghesquière, adjoint au maire, collectiviste, qui a eu 7,317 voix.

Dans la 3e circonscription de Lille, M. Tribourdeaux, républicain, retire sa candidature.

Dans la 1re circonscription de Douai, M. Moché, collectiviste, retire simplement sa candidature. Restent en présence MM. Debève, républicain modéré, et Morel, conservateur.

Dans la 2e circonscription de Valenciennes, M. Caullet, modéré, se désiste en faveur de M. Sirot-Mallez, député sortant, arrivé deuxième contre M. Selle, collectiviste, maire de Denain.

Dans la 1re circonscription d'Avesnes, M. Roussel, socialiste, maire d'Ivry, se retire en engageant les électeurs à assurer la défaite de l'opportunisme, c'est-à-dire de voter pour M. Mercier, clérical, contre M. Guillemin, député sortant.

OISE. — Dans l'arrondissement de Clermont, M. Compère-Morel, socialiste, qui a eu 2,656 voix, s'est désisté en faveur de M. Ambroise Rendu, conseiller général radical, qui a obtenu 8,066 voix. M. Duquesnel, juge suppléant à Paris, républicain, a eu de son côté 8,892 voix.

RHÔNE. — La situation pour le second tour de scrutin n'est pas encore nettement établie dans les cinq circonscriptions de Lyon qui ont donné lieu à des ballottages. Tous les candidats ou leurs comités n'ont pas encore fait connaître leurs intentions. On peut dire cependant que les candidats en présence seront :

1er arrondissement : le général Voisin, républicain progressiste, et M. de Lanessan, qui restent en présence.

3e arrondissement (Guillotière), les candidats seront : MM. Bonard, député sortant, socialiste, Buffaud, républicain, et Dequaire, pour la 3e circonscription; Florent, socialiste, Lignon, républicain, et Crescent, radical, pour la 4e.

Dans le 4e arrondissement : MM. Krauss, socialiste, et Flourens, ancien ministre, républicain indépendant. Les deux concurrents ont obtenu, au premier tour, à peu près le même nombre de voix. Il est probable que les suffrages obtenus par le candidat radical, M. Péronnet, se partageront à peu près également.

Dans le 6e arrondissement, MM. Léon Fontaine, républicain, et Colliard, socialiste. Les voix obtenues au premier tour par MM. Darme, collectiviste, et M. E. Berard, radical, iront en grande partie à M. Colliard; par contre, il est probable que les 2,000 voix libérales obtenues par M. Bornet iront au candidat républicain.

Enfin, dans la 9e circonscription (Givors, Villeurbanne), la lutte est circonscrite entre M. Genet, radical, député sortant, et M. Prenat, libéral, ancien député. Le candidat socialiste, M. A. Simond, s'est désisté en faveur de M. Genet, mais le total de leurs voix ne dépasse guère celles obtenues par M. Prenat.

En somme, dans toutes les circonscriptions, les résultats sont douteux et les prévisions impossibles. Toutes les élections semblent devoir avoir lieu à de faibles majorités.

SEINE-ET-MARNE. — Dans la 2e circonscription de Meaux, M. Pierre Nicolas, ancien chef adjoint du cabinet du ministre des finances, candidat républicain, vient de se désister purement et simplement. M. Droz, président du conseil général de Seine-et-Marne, républicain progressiste, reste seul contre M. Chauvin, radical socialiste.

VAR. — Dans la 1re circonscription de Toulon, M. Champagnac, radical socialiste, s'est désisté en faveur de M. Ferrero, ancien maire, socialiste, concurrent de M. Abel, radical, député sortant.

Dans la 2e circonscription de Toulon, deux candidats restaient sur les rangs, MM. Cluseret, député sortant, socialiste, et Stroobant, socialiste, M. Marguery, avocat, républicain, s'étant désisté purement et simplement. Une autre candidature radicale vient de surgir, celle de M. Praneuf, ancien sous-préfet de Toulon.

NOUVELLES DU JOUR

Le fils du prince royal de Danemark a fait visite dans l'après-midi d'hier au président de la République, à l'Elysée. Le prince voyageant incognito, les honneurs militaires ont été rendus seulement par la garde du palais. Le prince Christian a été reçu par le directeur du protocole et l'officier de service qui l'ont conduit auprès du président de la République.

L'entrevue n'a duré que quelques minutes, le prince ayant le désir de revenir avec la princesse pour voir Mme Faure.

En effet, le prince et la princesse, accompagnés de la princesse Thyra et du prince Harald, ont fait visite à Mme Félix Faure.

A quatre heures et demie Mme Félix Faure, accompagnée de Mme Berge et du commandant Bon, a rendu cette visite au prince royal et à la princesse, à l'hôtel Meurice.

La veille, le prince et la princesse étaient allés rendre visite à Mme Carnot.

Le président de la République, accompagné du colonel Ménétrez, est parti hier soir, à cinq heures, par la gare Montparnasse pour Rambouillet, où il passe la journée d'aujourd'hui. Demain, le président de la République quittera le château de Rambouillet pour se rendre au Perray, dans la propriété du comte Potocki, où il assistera à un tir aux pigeons.

M. R. Poincaré vient d'adresser la lettre suivante aux électeurs de l'arrondissement de Commercy :

Mes chers concitoyens,

Je vous remercie du nouveau témoignage d'affection que vous m'avez donné et dont la spontanéité m'a profondément touché.

Je n'ai fait auprès de vous aucune démarche avant le scrutin. Je vous ai demandé de me juger sur mon passé. Je suis heureux et fier du jugement si bienveillant que vous avez rendu.

Cultivateurs, commerçants, ouvriers des villes et des campagnes, ouvriers des carrières, vous m'avez tous, sans distinction, accordé vos libres suffrages. Je n'oublierai pas ce que je vous dois, aux uns comme aux autres, et je ne marchanderai à personne d'entre vous ma reconnaissance et ma sollicitude.

Je continuerai à travailler dans la limite de mes forces au bien de la République et de la France.

Agréez, mes chers concitoyens, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

RAYMOND POINCARÉ,
député de la Meuse.

La deuxième session ordinaire du Conseil municipal de Paris s'ouvrira le 1er juin.

M. Mérimée, professeur de langue et littérature espagnoles à la Faculté des lettres de Toulouse, est nommé doyen pour trois ans de cette Faculté.

Un décret décide que le chef-lieu du canton de Blamont (arrondissement de Montbéliard, département du Doubs) est transféré à Hérimoncourt, qui donnera désormais son nom à ce même canton.

Dimanche a eu lieu, à Caen, sous la présidence de M. Tillaux, membre de l'Académie de médecine, le banquet annuel de l'Association amicale des anciens élèves du lycée.

Au dessert, le professeur Tillaux a prononcé un toast qui a été vivement applaudi. Après avoir rappelé qu'il avait été élevé au petit séminaire de Caen, dont les pensionnaires suivaient à cette époque les cours du lycée, l'éminent professeur a exprimé le regret qu'une scission se soit produite qui, au détriment des uns et des autres, a soustrait les élèves ecclésiastiques à l'enseignement de l'Université. Il s'est également étonné que l'on ait cru devoir instituer des Facultés de médecine distinctes, comme s'il existait deux médecines : l'une catholique et l'autre libre-penseuse ou matérialiste. Depuis vingt ans qu'il professe, il ne s'est jamais préoccupé de connaître les convictions philosophiques de ses élèves qui n'ignorent pas moins les siennes. Abordant un autre ordre d'idées, M. Tillaux a parlé des dangers que présente le prolétariat intellectuel. A ses yeux, le mot de M. Brunetière sur la faillite de la science est « un blasphème ». Ce qu'il faut seulement constater, c'est « la faillite du diplôme ». « Le diplôme, a-t-il dit, ne nourrit plus son homme », et il a vivement engagé la jeunesse à se porter vers les colonies où elle trouvera l'emploi de ses facultés et rendra de si utiles services.

L'ex-impératrice Eugénie, venant de Menton, est arrivée à Paris ce matin et descendue à l'hôtel Continental.

LES GRÈVES

L'administration centrale des tabacs, à Dieppe, ayant décidé de prolonger d'une heure la journée de travail, un certain nombre d'ouvriers ont protesté, bien que ce surcroît de travail soit payé. Les meneurs ont annoncé leur intention de faire un mauvais parti aux ouvriers qui resteront après le départ des autres.

AU JOUR LE JOUR

M. Rodin, Balzac et la Société des gens de lettres

M. Rodin a déjeuné hier chez M. Auguste Pellerin, à Neuilly. MM. Antonin Proust et Bernheim fils assistaient à ce repas.

Le rendez-vous était fixé depuis quelque temps déjà. C'est, en effet, deux jours avant le vote de la résolution du comité de la Société des gens de lettres qu'il avait été pris. M. Auguste Pellerin ayant récemment acheté au maître un bronze un peu plus grand que nature, connu sous le nom de l'*Eve*, dési-

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France